

supplément No 1 pour la BELGIQUE au journal :

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Contre la diversion électorale !

## Pour la riposte prolétarienne aux attaques de la classe bourgeoise !

## Pour la préparation révolutionnaire !

### DANS CE NUMERO

Les élections

Notes internationales

Le chômage

Orientations syndicales

La LRT et les élections,  
l'éternel centrisme.

Publications du Parti

1<sup>o</sup> MAI de lutte de classe

## 1<sup>er</sup> mai

## Pour la lutte de classe prolétarienne

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

LE NUMERO : 10 FB

## Contre la diversion électorale ! Pour la préparation révolutionnaire !

En 1919, la Gauche qui allait diriger pendant quatre ans le Parti Communiste d'Italie déclarait : nous sommes entrés dans la période historique de la révolution prolétarienne, les partis communistes doivent consacrer toutes leurs forces à la préparation du parti et des masses dans cette perspective. « Dans la période consacrée à cette préparation, tous les efforts du parti communiste tendent à créer l'ambiance de la dictature prolétarienne en défendant pas seulement

en paroles, mais en fait, le principe du gouvernement de la société par la classe ouvrière et la suppression de tous droits politiques pour la minorité bourgeoise.

« Si en même temps on voulait mener une action électorale tendant à envoyer au parlement bourgeois des représentants du prolétariat et du parti, on enlèverait toute efficacité à cette préparation révolutionnaire. »

Dans le débat de la Gauche avec Lénine au II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, débat mené sur les bases de la reconnaissance commune de la nécessité de renverser et de détruire l'Etat bourgeois, « d'édifier sur ses ruines un nouveau pouvoir » (Zinoviev), la Gauche n'avait pas négligé les arguments de Lénine en faveur du parlementarisme révolutionnaire : la nécessité de ne pas abandonner, en général, le terrain politique (ce qui nous différencie totalement des anti-parlementaires anarchistes ou syndicalistes) ; l'avantage de la publicité, les possibilités d'agitation pendant la campagne et, secondairement, au parlement même, la dénonciation sur le terrain et dans l'action de l'impossibilité pour le parlement le plus démocratique d'être autre chose que l'instrument des intérêts du capital, la forme la plus achevée de l'Etat bourgeois. Mais nous disions déjà alors : ces éléments positifs, mais secondaires dans la lutte révolutionnaire, nous les paierions désormais trop cher, dans les aires où la démocratie installée a déjà exercé largement son influence corruptrice sur les masses et sur les partis. Nous les paierions trop cher, parce que la machine électorale hypertrophiée absorbe de façon disproportionnée les énergies morales, intellectuelles, matérielles et financières du parti, les détournant de la préparation révolutionnaire ; surtout, parce que la préparation électorale tend à empêcher la clarification politique à l'intérieur du parti lui-même, à faciliter les regroupements équivoques et les compro-

mis programmatiques, à entraver la sélection des forces nécessaire pour la formation des partis communistes, qui avalent en Europe un grand retard sur le parti bolchévique du point de vue de l'expérience, de la clarté politique et de l'organisation ; enfin, nous montrions le risque de renforcer dans les masses au lieu de les détruire, les illusions pacifistes et légalistes sans cesse alimentées par la bourgeoisie et les partis sociaux-démocrates.

Les raisons de notre abstentionnisme étaient donc, si l'on veut, des raisons tactiques (et non des raisons de principe comme pour les anarchistes) : mais cet ensemble de raisons tactiques durables pour les zones à longue et ruineuse tradition démocratique constituaient finalement un point de non-retour, un jugement historique définitif, dont nous pensions que les années suivantes ne pourraient d'une part que confirmer la validité et d'autre part qu'entraîner finalement l'adhésion de ceux qui, tout en se plaçant sur le terrain communiste, avaient une appréciation différente.

\*

Le demi-siècle écoulé depuis n'a que trop confirmé la première partie de cette prévision : il a marqué le triomphe sur le mouvement ouvrier de la gangrène démocratique sous tous ses aspects, et notamment sous celui de la soumission aux commandements sacrés du rituel électoral. La bour-

geoisie a perfectionné l'usage des élections comme soupape de sécurité pour faire tomber la pression des flambées de lutte revendicative, ou dévier le mécontentement du prolétariat dont la crise aggrave les conditions de vie (voir juin 68 en France, les élections anticipées de juin 76 en Italie, pour ne citer que des exemples proches et récents).

Mais elle n'aurait pu parvenir à domestiquer, intégrer à ce point la lutte autonome du prolétariat sans l'aide décisive de l'opportunisme social-démocrate et stalinien pour qui la voie parlementaire est la seule et unique voie vers ce qu'il n'ose même plus appeler le socialisme. Parallèlement, l'opportunisme à la tête des partis et des syndicaux encadrant la classe ouvrière a fait des élections le centre de gravité de toute son activité, le calendrier souverain qui décide si l'on peut ou non faire grève, le pivot de sa politique d'alliance, le principe actif essentiel de son organisation (c'est pourquoi nous disons que même dans leur structure, ces partis ouvriers bourgeois seront inutilisables pour des fins révolutionnaires). Si une partie de la classe ouvrière, poussée par ses besoins matériels, tend à retrouver le sens de son indépendance de classe, ces grands prêtres des élections sont là pour les refouler dans le creuset commun de l'unité nationale autour de l'urne : tous « libres et égaux », dans un « climat de responsabilité et de sérénité », dans le respect de la loi et de la paix sociale !

Avec l'appât d'une coalition "plus à gauche" dont les décennies précédentes ont confirmés la fonction : permettre à la bourgeoisie de passer les caps difficiles en paralysant la classe ouvrière appelée alors à renforcer l'Etat bourgeois et à s'offrir elle-même aux sacrifices pour le besoin de l'"économie nationale", de la "solidarité nationale" et "pour ne pas donner de prétexte à la réaction" !

A leur traine, les groupes d'extrême gauche, en bons centristes qu'ils sont pour la plupart, prétendent combiner les moyens de lutte parlementaires et extraparlamentaires : mais ils finissent par faire aussi de la foire électorale le pôle de leur activité en direction des masses (pas une élection partielle qui n'ait été ces dernières années, l'occasion d'après marchandages), et même le moteur de la formation du parti : on a vu en

Italie l'an dernier la gauche « extra-parlementaire » former ainsi un congrégat informel, mais uni dans la chasse aux voix et le surlivisme envers le PC. De même, en France, le pouvoir magique de l'urne vient de réussir là où plusieurs années de tractations avaient échoué : dans la triple alliance LO-LCR-OCT sur une place-forme qui est un concentré de leurs équivoques particulières, avec le serment de servir l'Union de la gauche au second tour !

En Belgique après Amada, pour qui les élections furent (jusque très récemment) une occasion pour préparer le peuple belge à la résistance contre une probable invasion de l'URSS (ce qui ramenait pour eux au 2<sup>e</sup> plan la lutte de classe du prolétariat); c'est la LRT qui s'élança dans l'arène élec-

torale à la recherche d'un "front anti-capitaliste" (dont le PC pourtant sollicité par eux ne veut pas), et "en mettant un plan de lutte qui déboucherait sur la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières, appuyé par le Front Commun syndical". (La Gauche N°11)

Les élections vole obligatoire du changement politique, fin dernière de la lutte de classe — une lutte de classe dont elles étaient, pour la Troisième Internationale, un instrument tout à fait secondaire —, moyen de formation du parti dans la plus grande confusion programmatique : voilà l'aboutissement du courant qui a englouti la voie de l'autonomie de classe, et contre lequel il faut lutter pied à pied pour retrouver le chemin de la préparation révolutionnaire, et même pour pouvoir exercer une pression efficace dans les luttes immédiates contre l'offensive bourgeoise.

**Proletaires ! Camarades !**

Contre toutes les illusions démocratiques, les communistes ont toujours prôné la lutte sans merci pour le renversement de l'Etat bourgeois et de ses institutions, pour la préparation et l'instauration de la dictature prolétarienne qui, seule, pourra en finir avec les exploités et leur système d'oppression. Depuis la fin de la première guerre impérialiste mondiale, notre courant — aujourd'hui, notre parti —, préconise l'abstention dans les élections aux différents échelons de la machine de l'Etat au moins pour les pays où la bourgeoisie est depuis longtemps au pouvoir et où l'illusion démocratique empoisonne et paralyse depuis des décennies le mouvement ouvrier.

Appeler les prolétaires à tourner le dos à la farce électorale et aux partis qui en ont fait leur raison d'être, cela signifie les appeler à se battre sur leur propre terrain, celui de la lutte ouverte contre le capitalisme, avec leurs propres armes et leurs propres objectifs.

— Non à la trêve électorale !

Pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, pour la défense des salaires, la diminution du temps de travail, pour la défense des chômeurs, pour que la classe puisse resserrer ses rangs par-delà les limites d'usine, de catégories et de nationalité, une seule voie : la lutte de classe !

— Pour la préparation révolutionnaire, pour la renaissance du Parti de classe, le parti unique et mondial de l'émancipation du prolétariat !

**parti communiste international**

**permanences  
du parti**

Les dimanches  
10 Avril et  
8 Mai

de 10 h à 12 h, local de  
l'A.S.B.L.-Club, "Rencontres au 53",  
53, avenue de la Couronne, 1050 -  
Bruxelles.

# Austérité à la portugaise...

Au Portugal, le chômage touche actuelle-

ment environ 500 000 personnes, soit 14 % de la population active estimée à 3 600 000 travailleurs (mais The Economist du 5 mars parle de 25 % de chômeurs !). Le salaire minimum est de 600 F par mois pour les ouvriers agricoles et de 750 F par mois pour tous les autres travailleurs, sauf pour les employés de maison qui, eux, ne bénéficient pas encore du minimum national. Le gouvernement « socialiste » de M. Soares vient de fixer à 15 % l'augmentation des salaires en 1977 alors que le coût de la vie a augmenté de 30 % en 1976 et que les salaires n'ont pas bougé depuis longtemps. Mais cette politique d'austérité ne suffit pas pour remettre à flot l'économie portugaise. Le déficit de la balance des paiements est passé de 16 milliards d'escudos en 1974 à 25 milliards en 1975 et à 35 milliards en 1976. Le gouvernement a dévalué ces jours-ci l'escudo de 15 %, sous la pression du Fonds Monétaire International qui réclamait une dévaluation de 25 % et il a annoncé que de nouvelles mesures d'austérité allaient être prises. Toute une série de produits de première nécessité vont augmenter. En revanche les actionnaires des entreprises nationalisées, ainsi que les étrangers dont les biens ont été expropriés, seront indemnisés (Le Monde du 27 février). Mais différentes catégories de travailleurs ont déjà protesté contre la politique gouvernementale. Fin janvier, 25 000 pêcheurs en grève paralysaient 90 % de la flotte de pêche portugaise. Ils réclamaient la réintégration de 10 marins pêcheurs licenciés. 80 000 fonctionnaires ont fait une grève de 24 heures — déclarée illégale — pour réclamer des augmentations de salaire. Dans le sud du pays c'est 30 000 ouvriers du textile qui se sont mis en grève pour les mêmes raisons. Comme dit Le Figaro du 14 février c'est à une véritable vague d'agitation sociale que Soares se trouve confronté pour la première fois depuis qu'il est au gouvernement. Pourtant le même Soares a tout fait pour prévenir et contenir l'agitation. Dans son allocution radiotélévisée du 9 septembre dernier il avait dénoncé l'« absentéisme » des ouvriers, stigmatisé leur « furie revendicative », contesté le « droit à la paresse (!!) », lancé un appel « pour qu'augmente à tout prix » la productivité. Il avait annoncé son programme : « augmenter la production et réduire la consommation, en limitant certains types d'importations (et pas seulement les articles superflus) et en appliquant des mesures d'économie forcée ». Il avait aussi affirmé, en bon socialiste, que « les jours de grève ne doivent pas être payés par les entreprises » au nom « d'un principe qui vient de loin et qui est inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier pour attester de la force morale des travailleurs en lutte » (cf Portugal : La révolution institutionnalisée, PPS, La documentation française, 2 nov. 1976, pp. 41-44). Bref il avait invité le « peuple » portugais à se serrer encore plus la ceinture pour « sauver la démocratie et les conquêtes nées du 25 avril ».

Décidément, d'un bout à l'autre de l'Europe, qu'il soit au pouvoir, dans l'anti-chambre du pouvoir ou dans l'« opposition », l'opportunisme, social-démocrate ou stalinien, tient aux travailleurs le même langage international, celui du capital.

# La reprise économique aux U.S.A.

Les experts américains sont satisfaits : avant même la publication des données économiques pour 1976, ils constatent que le capitalisme des Etats-Unis a réussi à imposer au prolétariat à la fois un recul de son niveau de vie et une augmentation de la productivité.

Outre-Atlantique on ne se gargarise pas de formules sophistiquées, on ne s'abandonne pas, par exemple, aux délices théoriques de la « restructuration » à l'italienne ; mais on obtient les mêmes résultats pratiques. « Le résultat inévitable d'une augmentation importante de la productivité et d'une augmentation modérée des salaires, en période d'expansion, c'est le ralentissement de l'augmentation du coût du travail ». Or, parler du ralentissement de l'augmentation est un euphémisme ; il s'agit en réalité, à cause de l'inflation, d'une diminution des salaires. Les employeurs qui font preuve d'une attitude plus « dure » face aux revendications ouvrières se voient encouragés par les mêmes experts, qui ne cachent pas que cette combativité patronale est un des facteurs importants en faveur de l'expansion.

Le capitalisme américain ne s'embarrasse pas de mots. Ses porte-parole se gardent bien d'évoquer une lointaine « issue à la crise », ils ne répandent pas d'illusions sur un retour à l'âge d'or, mais expliquent qu'au cours d'une période qui ne sera pas brève il ne pourra y avoir de profits que par une politique ouverte de compression de la consommation des masses productives, mettant ainsi en pleine lumière la lutte incessante entre le capital et le travail salarié.

Les capitalistes constatent que jusqu'à maintenant cette lutte tourne à leur avantage, malgré quelques grèves « ennuyeuses » comme celle de l'automobile il y a quelques mois. La période précédente de crise aiguë qui a laissé derrière elle un chômage important joue en leur faveur : « Après des années d'augmentation constante du chômage, nous voilà entrés dans une période où le chômage exerce un réel effet de frein sur le prix du travail ». Très salutaire phénomène, de ce point de vue ! Que se passerait-il si, se résorbant, il en revenait au taux de 5 % (seulement !). Heureusement ce n'est là qu'une perspective abstraite, réalisable seulement si l'économie atteignait un taux de croissance annuel de 6 %, et cela pas avant 1979 en tout cas...

Alors que l'emploi avait atteint son maximum dans la seule industrie manufacturière avec 20 millions et demi de travailleurs à la fin de 1973, dans les premiers mois de 1975 la crise jetait 2,2 millions de chômeurs sur le pavé. Mais le plus beau c'est qu'au moment où l'économie retrouve son niveau d'avant la crise les travailleurs ne sont que 19,4 millions, de sorte qu'on produit autant, sinon davantage, avec un million de travailleurs en moins. Comment s'étonner alors de la chute « significative » du coût du travail au cours des six derniers mois ? Au troisième trimestre 1976, le chômage global a atteint

7,8 % (contre 7,5 au second) : « le nombre de ceux qui perçoivent une allocation de chômage (ils appartiennent au noyau stable de la force de travail régulièrement employée) a de nouveau augmenté ». Donc même l'aristocratie ouvrière est touchée, et aura l'occasion de constater dans les prochains mois l'effritement de ses privilèges. Bien sûr, pour l'expert, c'est un danger « de plus », susceptible d'ébranler les préjugés petits-bourgeois qui tendent à s'enraciner dans les couches supérieures de la classe ouvrière en phase de « bien-être », et en limitent l'horizon à leur « sécurité » personnelle immédiate. Gare à la rupture de ces barrières élevées à l'intérieur même de la classe !

L'augmentation du chômage s'accompagne de toute une série de phénomènes : il croît davantage parmi les hommes chefs de famille, parallèlement à l'embauche d'autres travailleurs : « Parmi ces derniers il y a sans aucun doute des femmes, qui ont pris une place beaucoup plus grande dans la masse de la force de travail ». Il ne s'agit pas bien sûr d'un progrès vers l'émancipation féminine, mais bien au contraire,

### La reprise aux USA (Suite) :

comme Marx l'avait déjà montré, d'un phénomène qui met à la disposition du capital une force de travail plus docile, moins bien payée, rendue plus malléable encore par les licenciements préalables d'autres travailleurs. D'autre part, le montant du salaire réel baissant, un seul salarié ne peut plus assurer la subsistance de sa famille (c'est là une des raisons "pour lesquelles tant de jeunes gens et de femmes ont gonflé l'effectif de la force de travail"). Près de deux millions de travailleurs sont concernés par ce phénomène. Autre point enfin, la semaine de travail est devenue plus élastique. Comme le soulignent les experts, les industriels "peuvent allonger la semaine de travail avant d'embaucher".

Cette situation de force fait que des investissements plus importants que prévus ont été réalisés. Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir. Pour résumer la situation en reprenant un article de la revue Fortune : "La croissance économique continuera maintenant, c'est certain; mais toute cette croissance ne se traduira pas par la croissance de l'emploi". L'écart entre emploi et investissement est à l'heure actuelle une réalité, non une hypothèse, qui n'est pas causée par une situation de faiblesse économique (ou bien faudrait-il considérer comme telle le géant américain ?), et ne sera pas supprimée par une prétendue "restructuration" de l'appareil productif, pour l'"améliorer" comme l'on donne à l'entendre de ce côté-ci de l'Atlantique. Aux USA personne ne pense qu'on investit pour modifier la structure économique; c'est simplement la reprise, que nous avons déjà diagnostiquée, et qui s'annonce en ces termes : salaires plus bas, travail plus intense, chômage plus élevé. C'est ainsi que la reprise américaine jette une lueur sinistre sur la reprise du capitalisme en Europe, et sur ses conséquences pour le prolétariat.

### SOLIDARITE AVEC LES MASSES NOIRES OPPRIMEES !

Un an après la fracture provoquée par la victoire de Luanda sur Lisbonne, la fréquence des tremblements de terre grandit dans toute l'Afrique australe : après les émeutes de Johannesburg et du Cap, après l'extension de la guérilla en Rhodesie, voici que le séisme touche le Zaïre, après douze ans de calme relatif.

Et le Zaïre est le 2<sup>e</sup> pilier de l'ordre international dans cette zone après l'Afrique du Sud; son armée ne compte pas moins de 50.000 hommes.

Naturellement si l'impérialisme russe tente de profiter de la "déstabilisation" de la région et de la haine légitime des populations locales envers le boucher du Katanga pour s'assurer des positions avantageuses dans la course au brigandage généralisé, l'impérialisme français s'accroche lui aussi à ses sordides intérêts dans la région; de même l'Etat belge s'intéresse nécessairement de près à ce qui se passe au Zaïre où il a conservé de nombreuses positions et au Congo où le président "marxiste" Nguabi vient d'être assassiné, ces deux états impérialistes accélérant aujourd'hui leurs livraisons d'armes à Mobutu.

Cela veut dire que le prolétariat d'ici est le premier intéressé au recul et à la défaire de l'Etat belge dans cette zone où ce dernier puise des forces supplémentaires pour perpétuer sa domination de classe. Cela veut dire aussi que le 1<sup>er</sup> devoir des prolétaires conscients de leurs intérêts de classe est de lutter contre les agissements de l'Etat belge et de se solidariser de la lutte des masses noires opprimées en révolte dans cette zone, en avançant notamment l'exigence du boycott des livraisons d'armes dans les syndicats et dans toutes les organisations que se donne la lutte prolétarienne.

#### LA PRESSE EST EN VENTE :

Bruxelles, 14, rue de la Tulipe  
Librairie "Pour"

Louvain la Neuve, Pl Galilé  
"Centre Galilé"

Charleroi, 86, bd tirou  
Librairie de Clunny

Liège, librairie le Quai

Anvers, Walstraat, 7

Free press bookshop De Graene  
Waterman

#### LISEZ DIFFUSEZ PROGRAMME COMMUNISTE :

Revue théorique, au sommaire du N° 72

- La chine, la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire

- Le tournant des fronts populaires

- Gramsci, "l'ordine nuovo" et il "Soviet"

-- Cours de l'impérialisme mondial

Editeur responsable : Mr J. Arnoldy

258, rue de la Jardinière - 4900 ANGLEUR

## POUR LA DEFENSE DES CHOMEURS.

Pays aimé des investissements étrangers et réputé pour ses "hauts salaires", la Belgique s'est brusquement trouvée à une place de choix en ce qui concerne l'ampleur du chômage. En février 76, elle était le 2<sup>o</sup> pays d'Europe après la Grande Bretagne quant à l'accroissement du nombre de chômeurs (48 % par rapport à 1975). En Décembre 76 le nombre de chômeurs représentait 9,6 % des assurés sociaux.

Pour l'"Echo de la bourse" du 23.3.76, voix autorisée du patronat, il n'y a pas 36 façons d'expliquer le chômage et de lui trouver des solutions : "la situation intérieure de la Belgique dépend de son commerce extérieur qui est dominé par la concurrence et à chaque hausse des prix de 1 % pour les marchandises belges il y aura 17300 emplois perdus! Et comme la hausse des prix dépend des coûts salariaux, le maintien de l'emploi dépend de la bonne volonté des prolétaires. Serez-vous donc la ceinture, prolétaires, pour contenir le chômage !

Mais cela n'est qu'un mensonge pour faire accepter aux travailleurs la politique d'austérité. En effet, même dans une perspective favorable et en dépit de toute "bonne volonté", la bourgeoisie prévoit une aggravation du chômage : "l'accroissement de la production attendue sera accompagné d'une augmentation de la productivité du travail, laquelle se révélera uniquement dans les statistiques du chômage partiel" (idem 29.2.76). Récemment encore la même voix affirmait : "l'évolution technologique fait que l'entreprise industrielle ... doit accroître sa production sans être pourvoyeuse importante d'emplois nouveaux" (17.3.77).

Si la bourgeoisie ne peut cacher le fait qu'elle est incapable de recréer des emplois pour les prolétaires qu'elle a jeté sur le pavé, et ceci même dans la période dite de "reprise économique", elle s'applique à proposer "des mesures exceptionnelles de mise au travail", auxquelles elle prépare le terrain en isolant les chômeurs des prolétaires actifs, et en orchestrant une campagne de culpabilisation de ces sans-travail dont un des derniers fleurons est le sondage organisé et rapporté par "Fabrinétal" (Mars 77) où on peut lire que "83 % des personnes interrogées pensent que le nombre des abus de la part des chômeurs est important et qu'ils sont fréquents". Dans la fameuse loi de redressement adoptée en Mars 76 on a instauré le système des stages dans les entreprises. Ce stage qui dure 6 mois concerne les moins de 30 ans qui n'ont pas encore exercé une activité professionnelle, et toutes les entreprises et administrations occupant au moins 100 travailleurs sont tenues de les accepter en tant que stagiaire dans la proportion de 1 % (récemment on parle de 2 %) de l'effectif du personnel qu'elles emploient. Le stagiaire reçoit 75 % du salaire qu'il devrait normalement percevoir et, théoriquement, après le stage il devrait recevoir 90 % de ce salaire. Mais garde-t-on un stagiaire qui doit toucher 90 % du salaire alors qu'on peut en avoir un autre à qui l'on ne donnera que 75 % ? Evidemment pas, et la preuve en est que, selon le ministre De Saeger, à la fin du stage seuls 10 % de ces stagiaires sont embauchés définitivement. Quant aux 90 % restants, "ils auront appris quelque chose". En plus de ce merveilleux remède, la bourgeoisie belge en a trouvé d'autres. C'est ainsi que l'administrateur délégué de la Fédération des Entreprises Belges se déclare disposé "à examiner avec le gouvernement et les organisations syndicales les possibilités que pourrait offrir un nouveau circuit de travail couvrant les activités utiles pour la communauté mais insuffisamment rentables pour qu'elles puissent se créer spontanément. Le coût de telles opérations ne serait pas nécessairement élevé dans la mesure bien entendu où les chômeurs ne pourraient pas refuser les emplois offerts s'ils ont les aptitudes requises pour les occuper ou peuvent les acquérir après une période de formation" (Moninat du 5.6.76). Ainsi donc ces activités dont le capital ne s'est pas soucié dans sa période prospère prennent subitement de l'intérêt à ses yeux. Ne pouvant remettre les chômeurs dans le circuit de production rentable, même au rabais (cf stages de formation), la bourgeoisie sent le besoin de les encaserner n'importe où, et l'allocation de chômage qu'elle donne va servir de moyen de pression. Aussi pour les circuits déjà mis sur pied (stages de formation en 6 mois, emplois offerts par les pouvoirs publics), les chômeurs ne peuvent refuser sous peine de suspension des allocations.

La CSC n'est pas restée sourde à l'appel de Pulinckx. Dans son congrès d'Avril 76, la résolution 6 dit : "dans ce contexte, la CSC plaide en faveur d'une nouvelle formule pour l'emploi des chômeurs structurels, c'est à dire ceux qui restent plus

d'un an sans travail et qui continueront à l'être également dans les prochaines années. Cette formule peut être qualifiée de nouveau circuit de travail, elle devrait satisfaire un nombre de besoins réels dans notre société, lesquels concernent, la plupart du temps, l'un ou l'autre aspect de la qualité de la vie" ("Au travail" 16.4.76). Après cela, il ne faut pas demander à la CSC si elle approuve les mesures déjà mises en place.

Enhardie par l'écho qu'elle trouve dans les organisations syndicales (CSC) ou par leur passivité (FGTB) la bourgeoisie propose une autre solution : "la création de 100.000 emplois nouveaux en réorganisant à mi-temps 6 % des 3 millions de postes de travail existants dans le pays" (Fabrinétal et le Soir de Mars 77). En clair, cela signifie diminution du temps de travail de ceux qui sont actuellement actifs avec une baisse proportionnelle du salaire et mise au travail de chômeurs pour le temps de travail libéré avec le salaire que l'on peut imaginer. Ce qui verra l'alternance de 2 équipes (pour le travail d'une seule) et qui permettra de solliciter de leur part un plus gros effort de travail puisqu'elles auront toute une mi-temps pour récupérer. Et la bourgeoisie de demander à son Etat de l'aider par la voix de De Staercke qui pense que les "difficultés d'organisation peuvent être surmontées pour autant que le système soit volontaire et optionnel et que l'Etat l'encourage en levant notamment certains obstacles légaux ou réglementaires" (le Soir 18.3.77).

Du côté des centrales syndicales, la CSC a réfléchi à l'élaboration de nouveaux circuits de travail, quant à la FGTB, qui jusqu'à ces dernières semaines a joué le jeu de l'opposition dans le sillage du PSB, peut être n'a-t-elle pas participé à l'élaboration de nouvelles mesures contre le chômage, mais elle approuvait silencieusement le travail de son confrère chrétien et de la bourgeoisie et se refusait à prendre clairement position. Parallèlement elle a œuvré soit à ramener dans son giron les premiers comités de chômeurs qui étaient apparus (comme par exemple le comité de Bruxelles Ste Catherine), soit à essayer de les court-circuiter en créant les siens, qu'elle voulait d'ailleurs faire reconnaître par l'ONEM (ce qui aurait naturellement rendu les comités autonomes illégaux). Pour ce qui est de l'unité des travailleurs actifs et chômeurs, deux exemples peuvent nous éclairer quant à son attitude : en 76 à Charleroi, elle choisit cyniquement le 1er Mai pour payer les chômeurs, les empêchant ainsi de manifester auprès des autres travailleurs; vers la mi-février 77 l'inter-régionale de Bruges organise une manifestation, le comité de chômeurs d'Ixelles veut y participer en signe de solidarité, il s'y fait éjecter sans ménagement.

Contre tous les mensonges de la bourgeoisie soutenus par l'opportunisme syndical tel que le mythe de la formation-promotion, contre les faux remèdes capitalistes, les communistes doivent agiter en Belgique comme ailleurs parmi les chômeurs des revendications qui répondent aux besoins réels et qui vont de la défense minimum (transports gratuits, suppression des pointages quotidiens ....) aux revendications générales qui lient leur combat à celui de toute la classe ouvrière. C'est dans le sens de l'union de tous les prolétaires que les communistes doivent défendre parmi les travailleurs actifs l'exigence d'une solidarité de classe envers les chômeurs, solidarité sans laquelle la lutte de ces derniers est très difficile. Cette solidarité doit se manifester par l'appui aux manifestations de lutte et aux organisations de chômeurs et par la revendication que les chômeurs puissent participer aux luttes sur les lieux de travail (réunions, grèves ...).

Les communistes doivent avancer des revendications communes aux actifs et aux sans-emploi, qui permettent de lutter contre la solution capitaliste de la crise : surrexploitation des uns, chômage accru des autres.

**SEMAINE DE 35 HEURES EN 5 JOURS CONSECUTIFS DE 7 HEURES, SANS PERTE DE SALAIRE.**

**SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS.**

## NOS DIRECTIVES DE TRAVAIL SYNDICAL

### LE FRONT UNIQUE

La tactique de Front unique, développée en 1921 par la III<sup>e</sup> Internationale et défendue par la Gauche Italienne contre les fausses interprétations qui en furent faites, a pour but de montrer aux prolétaires que la défense de leurs intérêts immédiats passent par leur union, quelle que soit leur appartenance politique, qu'ils soient syndiqués ou non, sur les bases de la lutte de classe et par la démarcation d'avec ceux qui, refusant les méthodes classistes, s'aplatissent devant l'ordre légal et les nécessités du développement "harmonieux" de l'économie nationale.

Cette tactique n'appelle pas à la formation de bloc de partis dont le programme d'alliance anéantirait le programme du parti de classe (et par conséquent l'autonomie de classe) mais appelle à l'unification de tous les ouvriers sur un programme d'action syndicale de classe unique et tend à démontrer que l'unité de la classe, même dans la lutte revendicative, peut être vraiment réalisée seulement sous l'influence et la direction du parti politique et par conséquent à favoriser la prise de conscience de la nécessité de dépasser le simple niveau trade-unioniste pour développer l'unification de la classe sur le but, la méthode et le programme du parti révolutionnaire du prolétariat.

Du front unique syndical doit naître le front unique du prolétariat sur son programme de classe.

Aujourd'hui après 50 ans de contre-révolution, nous ne pouvons pas prétendre rassembler de larges couches ouvrières sur des bases unitaires. Notre action, dans le sens de la tactique du front unique, se limite à regrouper, sans préalable politique, les prolétaires les plus combattifs, en rupture plus ou moins définie avec les directions opportunistes, à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats et dans les organismes ouverts à tous les travailleurs.

### LA CONTINUITÉ TACTIQUE DE NOTRE PARTI

En 1922 le Parti Communiste d'Italie élaborait, en s'appuyant sur la doctrine et la méthode de l'Internationale, un ensemble de thèses (thèses de Rome) ayant "pour objet le problème général des critères auxquels le Parti communiste doit obéir dans son action pour réaliser son programme et atteindre son but, de la méthode qu'il doit suivre pour déterminer les initiatives à prendre et la direction à donner à ses mouvements".

L'exposé de quelques unes de ces thèses doit nous rappeler que la tactique ne s'improvise pas dans le mouvement, mais qu'elle est déterminée par la compréhension du processus historique du parti, par sa capacité de prévoir les situations et à en déduire les règles régissant son activité pratique.

Ces thèses, aujourd'hui encore, doivent guider le parti dans son action qui tend à rassembler les masses prolétariennes sous sa direction révolutionnaire pour les conduire à la conquête du pouvoir. Elles fixent les limites au-delà desquelles le parti de classe perd son indépendance et tombe dans le frontisme vulgaire, brisant ainsi les liens qui unissent son action immédiate avec ses buts finaux.

### Rapport entre le parti communiste et la classe prolétarienne :

Thèse I2 : "L'oeuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen



d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire".

Thèse 13 : "Le Parti Communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives ...). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organismes, en groupes ou en cellules dépendant de lui. Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer..."

#### Rapport du Parti Communiste avec les autres mouvements politiques prolétariens :

Thèse 19 : "Par ailleurs, ces polémiques (avec les partis sociaux-démocrates et les courants syndicalistes et anarchistes) doivent se refléter dans le domaine de l'action. Participant aux luttes des organisations économiques prolétariennes même quand elles sont dirigées par les socialistes, les syndicalistes ou les anarchistes, les communistes ne se refuseront pas à en suivre l'action, à moins que la masse entière se rebelle spontanément contre elle. Ils n'en démontreront pas moins que la méthode erronée de ces chefs condamne cette action à l'impuissance ou à l'utopisme, à un point donné de son développement, alors que la méthode communiste aurait conduit à de meilleurs résultats, aux fins du mouvement révolutionnaire général. Dans la polémique, les communistes distingueront toujours entre les chefs et les masses, laissant aux premiers la responsabilité des erreurs et des fautes. Ils ne manqueront pas de dénoncer tout aussi vigoureusement l'oeuvre des dirigeants qui, malgré un sincère sentiment révolutionnaire, préconisent une tactique dangereuse et erronée".

Thèse 20 : "Le parti communiste a pour objectif essentiel de gagner du terrain au sein du prolétariat, accroissant ses effectifs et son influence aux dépens des courants et partis politiques prolétariens dissidents. A condition qu'on ne compromette jamais la physionomie programmatique et organisationnelle du Parti, cet objectif sera atteint par une participation à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque avec ceux-ci."

#### LA NECESSITE DE LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME.

L'opportunisme actuel, représenté par des partis stalinien réformistes et sociaux-démocrates, défend la théorie que le capitalisme peut être amélioré par un ensemble de réformes et que le maintien et le développement du capital sont compatibles avec l'amélioration du sort du prolétariat. Né de la convergence de l'opportunisme social-démocrate et stalinien, lui-même fruit de la dégénérescence de l'Internationale communiste, il trouve les conditions objectives de son développement dans une situation historico-sociale où une couche du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, peut être achetée par le capital, qui se trouve dans une situation de monopole sur le marché mondial.

Persuadée qu'elle est du principe de l'harmonie entre les classes, l'aristocratie ouvrière oppose donc l'alternative : "le capital au service de l'homme ou de ses seuls propriétaires ?" à celle d'"exploitation capitaliste ou destruction du capital ?".

L'idéologie bourgeoise ne s'infiltré pas seulement dans la partie nationale du prolétariat, la plus facile à corrompre, mais trouve aussi une brèche dans l'espoir que possède une partie des immigrés de sortir de leurs conditions de sans réserves pour rejoindre la petite-bourgeoisie, en accumulant par un travail acharné un petit capital suffisant pour faire de lui, au retour dans son pays, un petit commerçant ou un petit propriétaire foncier.

Aujourd'hui, en période de crise, l'hégémonie des partis opportunistes, vendus à la cause nationale, sur les syndicats et le prolétariat apparaît plus que jamais comme le facteur subjectif paralysant totalement la réaction ouvrière aux attaques du capital.

Ces conditions ont fait disparaître la plus élémentaire conscience trade-unioniste, "c'est à dire qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc." (Lénine - Que Faire ?)

Entièrement intégrés dans l'appareil d'Etat, les partis faussement "ouvriers" n'offrent plus aux prolétaires comme perspective qu'une majorité parlementaire et le pouvoir alternatif avec la bourgeoisie (démocratie oblige !), en véhiculant toutes les aspirations petites et moyennes : réformisme, anti-monopolisme, pacifisme social, indépendance et neutralité nationale, etc ...

L'opportunisme a donc une base matérielle à son existence et joue un rôle fondamental que l'on ne doit pas sous-estimer dans l'aliénation idéologique et politique du prolétariat au capital. Son rôle apparaît d'autant plus clairement, lorsque dans des conditions spécifiques où les prolétaires atteignent spontanément la conscience trade-unioniste, il agit de manière à casser et désorganiser leur lutte légitime. Il intervient de ce fait comme garde-chiourne du pouvoir bourgeois pour faire respecter le sacro-saint ordre capitaliste.

De cela il découle pour les révolutionnaires la nécessité de combattre son influence sur le prolétariat en dénonçant son discours comme celui des défenseurs de l'économie nationale et du capitalisme et de combattre son attitude dans les mouvements sociaux où il recourt à mille ruses pour trahir les luttes sans se trahir lui-même.

#### EN BELGIQUE : L'OPPORTUNISME SYNDICAL A L'OEUVRE

"Pour notre part, nous ne pouvons certainement pas accepter globalement les thèses soutenues par le président de la CSC (à son congrès extraordinaire de 76 Ndr). Mais il nous paraît tout de même que la modération dont il fait preuve est la seule manière de trouver un terrain d'entente entre partenaires sociaux". (Echo de la Bourse du 14.4.76).

C'est une voix bourgeoise qui parle, et qui sait apprécier le travail des directions syndicales à sa juste valeur : celle de subordonner les intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie sous couvert de la concertation entre partenaires sociaux. Et quand il leur arrive de quitter ce terrain, c'est qu'elles y sont contraintes et qu'elles n'ont pas d'autre objectif que d'y revenir, tout en oeuvrant à empêcher toute autre perspective de lutte conséquente du prolétariat avec ses armes de classe : les fameuses "grèves d'un mois" et leur suspension en sont un exemple.

"Au cours des années 60, ère d'abondance, nous avons cru à une croissance continue et illimitée; tout paraissait possible. Ce rêve est passé. Aujourd'hui nous affrontons la réalité dure et difficile. Si nous admettions que nous n'avons plus rien à gagner demain, nous jouerions perdants dès aujourd'hui. Il faut avoir le courage de choisir entre des mesures difficiles et la facilité d'un confort hypocrite."

C'est ainsi que s'exprime le gouvernement dans une note (citée par le Soir du 15.2.77) à l'issue de la réunion au cours de laquelle il a lancé le plan Egmont. Sous couvert de mensonges (chacun doit consentir à des sacrifices) on assiste en fait à une attaque directe contre la classe ouvrière et les salaires pour comprimer les coûts de production.

Le plan comporte deux aspects principaux. D'un côté, différentes mesures d'aide directe (diminution importante de l'impôt sur le capital) ou indirecte au capital pour favoriser les investissements et la reprise économique. D'autre part, des mesures anti-prolétariennes pour compenser ces sorties de caisse de l'Etat : hausse de la TVA sur les produits de consommation courante (cigarettes, vin, savon, détergent, coiffeur ...); augmentation de la part que doivent payer les travailleurs pour l'INAMI ... en attendant le démantèlement prévu de la Sécurité Sociale; contrôle repressif accru sur les chômeurs pour les intimider et suspendre les allocations.

Quelle a été la riposte des syndicats ? Sentant de l'agitation dans l'air, ils ont déclaré que le plan Egmont est "la goutte qui fait déborder le vase", et qu'ils étaient contraints de déclencher un mois de grèves ... en fixant dès le départ aux luttes des conditions qui rendent quasiment impossibles leur généralisation et leur unification. C'est ainsi que le front commun syndical a compartimenté la classe

ouvrière en 5 régions ... Dans le petit pays qu'est la Belgique, une grève de 24 heures étant prévue pour chaque région avec un intervalle d'une semaine entre chaque région. Cet échelonnement - analogue à celui organisé en France par les Séguy et Maire et en Italie par Lama - devait permettre de "refroidir" la situation dans chaque région et d'éviter tout risque de "contagion" et d'extension des grèves. Le plus les directions syndicales ont décidé, en vertu du sens des responsabilités nationales qui les caractérise, que les entreprises qui ont des difficultés financières ne seront pas touchées par les grèves (celles-ci ne devront atteindre que les entreprises "sans gros problèmes"). Pour semer la confusion elles ont déclenché parallèlement à chaque grève régionale une grève nationale dans un secteur public pour obtenir ... le renouvellement de la convention collective. Le tout en pleurnichant sur l'attitude intransigeante du gouvernement qui refuse les sacro-saintes négociations : "si les syndicats sont arrivés à l'affrontement c'est bien parce qu'ils ont compris les profonds bouleversements survenus et l'impuissance du pouvoir à y faire face autrement que par des demi-mesures et des décisions excluant toute véritable solidarité" (c'est à dire des décisions unilatérales qui ne prennent pas le masque de la négociation - Ndr) (La Cité)

Cependant dans certaines régions, de Wallonie notamment, la situation de la classe ouvrière est telle que le calendrier de grèves n'a pas été respecté : dans le Luxembourg, le Namurois, le Brabant Wallon, des arrêts de travail et des manifestations ont eu lieu, tandis qu'à Liège la majorité des entreprises ont été en grève pour la première journée du 25.2.77 qui ne devait concerner que le Hainaut et la Flandre occidentale. Mais les syndicats savent lâcher du lest quand il le faut pour mieux contrôler la situation : ils n'ont pas désapprouvé ces actions, et même, dans certains endroits des responsables régionaux ont organisé des manifestations au cours desquelles ils se sont empressés de sortir des arguments du fédéralisme, préparant ainsi le terrain où il faudrait enliser tout débordement éventuel comme pendant la grève de 60-61.

Le mercredi 9 Mars, le gouvernement Tindemans, dissout les chambres, tout en déclarant qu'il continuera à exercer ses fonctions. C'est le prétexte que vont saisir les directions syndicales pour suspendre les grèves car ... "le gouvernement n'est plus un interlocuteur valable". Cette suspension à la veille du "troisième vendredi" de grèves provoque la confusion générale, et des arrêts de travail ont quand même lieu dans la province de Namur. Et l'"Echo de la Bourse" de lancer cet avertissement : "on a enregistré certaines grèves depuis vendredi dans la province de Namur. L'importance de ces mouvements n'est pas encore mesurée, mais elles posent le très réel problème de l'autorité syndicale sur le plan national", auquel semble répondre "Syndicats" (organe de la FGTB) en affirmant : "une deuxième leçon que nous avons réapprise à la suite de ces derniers événements c'est qu'il ait plus difficile souvent de mettre fin à une grève que de la déclencher."

Plus que jamais la lutte de défense du prolétariat contre les attaques systématiques de la bourgeoisie doit aller de pair avec la lutte contre le travail de sape de l'opportunisme syndical. La grève la plus large possible, sans préavis ni limitation de durée préalable, doit être son arme élémentaire.

## LA L. R. T. ET LES ELECTIONS, L'ETERNEL CENTRISME !

---

Depuis un siècle, la bourgeoisie a perfectionné l'art d'utiliser les élections pour détourner les ouvriers de la défense de leurs intérêts de classe, pour les pousser - avec l'aide décisive des partis opportunistes et des syndicats qu'ils dirigent - à suspendre toute lutte et toute agitation en leur faisant miroiter qu'une autre majorité, un autre gouvernement, voire "une révision de la constitution", pourraient, dans le cadre du capitalisme et de l'Etat bourgeois, alléger la pression qui les écrase et résoudre les gigantesques contradictions dont ils font les frais. Les derniers événements en Belgique - dissolution des chambres et annonce des élections anticipées - montrent que cette démocratie bourgeoise fonctionne à merveille.

La bourgeoisie belge sent qu'elle a besoin du PSB pour faire accepter ses mesures "de redressement de l'économie" au prolétariat. Le PSB, malgré les déclarations enflammées contre l'Etat CVP de Tindenans, contre l'illégalité du gouvernement Tindenans après la dissolution des chambres, contre la politique réactionnaire du CVP se prépare à aller au gouvernement avec le même CVP. Son arrivée au pouvoir facilitera la "mise au pas" du Front Commun Syndical qui a d'ailleurs sauté sur le prétexte de la dissolution des chambres pour suspendre les grèves et attendre le verdict des élections.

Le PCB, lui, souhaiterait un "rassemblement des progressistes" à l'exemple de l'"union de la gauche" en France. Mais pour le moment la bourgeoisie et le PSB n'en voient pas l'intérêt si une simple participation de ce dernier au gouvernement suffit pour imposer les mesures dont a besoin le Capital; d'autre part, le PCB n'a pas une grande influence sur le prolétariat belge (contrairement au PC français par exemple) mis à part l'immédiat après guerre (1946) où il obtint 12,7 % des suffrages et où il ne se fit pas prier pour participer au gouvernement d'Unité Nationale. Mais dans son opposition forcé le PCB fait quand même son travail de Lurbin : tout en affirmant que "l'objectif principal (de la bourgeoisie) est de faire sortir des urnes une majorité gouvernementale élargie au PSB qui recommencerait la même politique d'austérité..." (Drapeau Rouge 24.3.77).

Mais ce qui est nouveau dans cette campagne électorale c'est la participation de la LRT (Ligue révolutionnaire des travailleurs). Comme toute organisation d'"extrême-gauche" qui rentre dans l'arène électorale, la LRT critique les élections en affirmant que l'on doit rien en attendre, que la bourgeoisie les utilise pour tromper le prolétariat etc ... Mais elle y participe et appelle les prolétaires à "voter utile". Pour elle ces élections sont une occasion pour faire l'unité de la Gauche anti-capitaliste qui va ... jusqu'au PCB et à la "gauche du PSB" (soit toute seule la direction du PSB qui languit dans l'opposition depuis 3 ans n'est pas selon la LRT une "force anti-capitaliste"), parce qu'elles se déroulent à un moment où la classe ouvrière est mobilisée autour du Front Commun Syndical, et qu'elle réagit contre les attaques du capital (disons tout de suite que si il y a une reprise de la lutte de classe, le Front Commun des directions syndicales n'est certainement pas là pour la renforcer). Ainsi au moment où la classe ouvrière a encore énormément de difficultés à renouer avec ses méthodes de combat, qui supposent une lutte claire et sans merci contre les méthodes démocratiques, législatives, pacifistes imposées au prolétariat par la bourgeoisie grâce à l'aide précieuse de l'opportunisme social-démocrate et stalinien, depuis plus de 50 ans, au moment où plus que jamais les prolétaires ont besoin de s'unir dans la lutte contre l'offensive bourgeoise, par delà les limites d'usine, de catégorie et de nationalité, la LRT les appelle à réaliser leur unité à travers le bulletin de vote, renforçant les illusions électorales du prolétariat là où elles dominent (malheureusement la majorité du prolétariat) et leur redonnant de l'importance aux yeux de ceux qui commencent à ne plus y croire. Pour elle "l'enjeu des élections pour le mouvement ouvrier, c'est de poser les premiers jalons pour une riposte à la crise, tout en se donnant une perspective politique" (souligné par nous), cette perspective étant celle d'un "gouvernement des organisations ouvrières, appuyé par le front commun syndical". La LRT appelle donc de ses vœux un gouvernement des

organisations opportunistes qui viennent, dans l'opposition, de démontrer malgré les salutaires réactions ouvrières, qu'elles étaient encore capables de faire échouer précisément les premières tentatives du prolétariat belge dans sa lutte contre les effets catastrophiques de la crise capitaliste.

La LRT entendait concrétiser cette perspective par des listes électorales regroupant, outre sa propre formation, le PCB et le Groupe Politique des Travailleurs Chrétiens. La balle était dans le camp du PCB qui fit une réponse claire : puisque la LRT nie qu'on puisse briser le pouvoir du grand Capital et des forces de droite avec les moyens de la démocratie et puisqu'une alliance suppose un accord sur un programme, tout accord était évidemment impossible (voir Drapeau Rouge du 18 Mars). C'était bien sûr trop demander à la LRT : qu'elle abandonne ouvertement toute prétention à continuer son discours révolutionnaire, ce qui est une des raisons d'être du centrisme qui affiche une intransigeance de circonstance mais refuse dans les faits (bien qu'elle soit revendiquée en parole) la dictature du prolétariat en rejetant la centralisation de la violence révolutionnaire, c'est à dire l'exercice du pouvoir par le seul parti de classe; le centrisme prétend aussi combiner la lutte parlementaire et la lutte de classe, adopte le frontisme politique comme condition de la révolution et rejoint ainsi le gradualisme réformiste. La LRT était pourtant prête à bien des concessions, comme le montrent ces réactions larmoyantes au refus du PCB : "le plus évident d'abord : on aurait pu voter réellement à gauche et en même temps voter utile" (voilà donc les élections redevenues utiles au prolétariat !) "nous pensions qu'on aurait pu obtenir quelque chose comme 20 000 voix (à Anvers Ndr), c'est à dire une chance (souligné par nous) d'élire un représentant ouvrier". Pour la LRT, cette union électorale aurait balayé "les vieilles querelles, les préjugés et les défiances" qui auraient fait place à l'enthousiasme du travail en commun ! Au moment de la négociation le PC à Anvers exigea que la liste "commune" soit officiellement celle du PC, ainsi sur les listes officielles (et donc aussi à la radio et à la TV) la LRT ne serait pas apparue dans cette campagne. Et bien pour permettre "malgré tout une dynamique unitaire, la LRT était prête cependant à accepter" (La Gauche du 23.3).

Quelle est donc l'image qu'offre au prolétariat les différents partis qui se réclament de la classe ouvrière et se livrent à la farce électorale : le PSB avance une multitude de promesses démagogiques et se tient prêt à les renier comme par le passé dès que la bourgeoisie l'appellera à participer au gouvernement, le PCB souhaiterait un gouvernement d'Union de la Gauche mais n'exclue pas qu'un gouvernement CVP-PSB soit positif pourvu qu'il prenne quelques mesures impliquant "la rupture avec la politique de crise suivie par le gouvernement Tindemans, le refus de faire payer la crise par les travailleurs et la mise en place d'une ... régionalisation démocratique" (Drapeau rouge du 18.3), cette méthode : je n'ai pas la force de participer au gouvernement mais voilà ce que j'aimerais que notre allié naturel y accomplisse est aussi en quelque sorte celle qu'adopte la LRT quand elle préconise le gouvernement des organisations ouvrières, appuyé par le Front Commun Syndical, même si pour l'instant et parce que cette formule n'est pas à l'ordre du jour elle y associe un discours révolutionnaire et un appel verbal à la lutte revendicative tout en jouant sur ce terrain un rôle de rabatteur pour l'opportunisme, cela fera l'objet d'un autre article, ce que nous retiendrons pour l'instant, à l'occasion de ces élections c'est que tous ces partis, LRT comprise, se prononcent pour une participation du mouvement ouvrier au gouvernement de l'Etat bourgeois, confirmant ainsi qu'ils n'ont rien à voir avec la perspective de classe qui est celle du véritable parti communiste : prise révolutionnaire du pouvoir et dictature du prolétariat !

---

Nous n'avons pas dans ce supplément analysé la position de TPO-Anada qui participe aussi aux élections, il va de soi que le fond de notre critique ainsi que les raisons essentielles de notre abstentionnisme développées dans l'éditorial nous amènent à considérer leur politique comme anti-prolétarienne.

POUR LA LUTTE DE CLASSE PROLETARIENNE !

VIVE LE 1er MAI ROUGE !

Près d'un siècle est passé sur les martyrs de Chicago morts pour avoir revendiqué la journée de travail de 8 heures. Depuis cette lutte formidable, l'intensité et la productivité du travail n'ont cessé d'augmenter rendant toujours plus aigu cet objectif primordial du mouvement ouvrier qu'est la réduction du temps de travail.

Alors que le capitalisme jette un nombre toujours plus croissant d'ouvriers sur le pavé et qu'il exige des efforts accrus des non-chômeurs, nous revendiquons :

LA SEMAINE DE 35 HEURES SANS PERTE DE SALAIRE en 5 jours consécutifs de 7h!

Hier la crise déferlait sur le monde économique et en son nom les représentants officiels du capital et ses laquais opportunistes (PSB et consorts) nous demandaient des sacrifices.

Aujourd'hui on nous appelle encore à accepter des sacrifices mais cette fois au nom de la "reprise économique". Mais le capitalisme a de lui-même balayé le mythe de la prospérité dévoilant que son existence et son fonctionnement ont pour contrepartie l'exploitation, l'instabilité, l'incertitude du lendemain, le mépris cynique de la vie, le gaspillage démentiel des ressources sociales, dont les premières victimes sont les prolétaires, c'est à dire ceux-là même qui font tourner au prix de leur sueur la machine productive. La seule certitude qu'il puisse offrir à ses esclaves, c'est qu'il prépare un nouveau cycle d'expansion et d'accumulation frénétique qui mènera à des crises toujours plus étendues et violentes, en reconstruisant que pour détruire, en ne détruisant que pour reconstruire, et ce toujours sur le dos des prolétaires.

Cela montre que nous ne pouvons défendre nos conditions de vie et de travail qu'en rompant avec la défense de l'"économie nationale", cette machine à nous exploiter à laquelle les valets réformistes de la bourgeoisie veulent nous enchaîner.

Le mode de production capitaliste est basé sur une guerre permanente entre travail et capital. Nous ne pouvons pas résister à ses violentes attaques sans lui opposer le front compact de tous les exploités en agissant de l'intérieur et de l'extérieur des organisations syndicales, nées pour défendre nos intérêts, mais qui sont aujourd'hui bradés par leurs dirigeants au profit de la "Santé" de l'entreprise et du pays, pour arracher, par le moyen de lutte élémentaire de la classe ouvrière qu'est la grève sans préavis ni limitation de durée, de meilleures conditions de vie et de travail.

Les partis fausement ouvriers nous appellent perpétuellement à subordonner notre défense à leur arrivée au pouvoir par les voies pacifiques et parlementaires à travers une nouvelle formule gouvernementale qui trait d'une simple participation pour les socialistes jusqu'à ... une "majorité nettement progressiste" pour le PC et qui pourrait soi-disant imposer les revendications sans lutte de classe.

Nous répondons qu'il n'y a rien à attendre des élections, ni d'un gouvernement dit de "gauche", mais tout de la lutte prolétarienne résolue et sans trêve.

Pourtant si le prolétariat doit se défendre contre le capitalisme, il ne doit pas se limiter à la seule défense ! Car la classe ouvrière ne pourra briser ce cercle vicieux des prospérités factices soldées par des crises dévastatrices, des paix illusives soldées par des guerres effroyables, qu'en détruisant le régime qui les provoque nécessairement. Ce n'est que lorsque l'Etat capitaliste tombera sous les coups de la révolution prolétarienne, dirigée par le Parti mondial de classe, organe indispensable de la conquête et de l'exercice dictatorial du pouvoir par le prolétariat, que la classe travailleuse pourra s'émanciper définitivement.

VIVE LE 1er MAI ROUGE !

VIVE LA LUTTE INDEPENDANTE DE CLASSE !

VIVE LE COMMUNISME !

## AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

### EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages ... 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
  - N<sup>os</sup> 1 à 42 ..... épuisés
  - N<sup>os</sup> 45 à 47, 50, 56, 61 ..... 4,00 F
  - N<sup>os</sup> doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 ..... 7,00 F
  - N<sup>o</sup> 58 (192 pages) ..... 10,00 F
  - N<sup>os</sup> 59, 60, 62, 63 ..... 5,00 F
  - N<sup>os</sup> 64, 65 ..... 6,00 F
  - N<sup>os</sup> 66, 67, 68 ..... 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
  - Volume III : du n<sup>o</sup> 118 au n<sup>o</sup> 163 (années 1972-73) ..... 30,00 F
  - Volume IV : du n<sup>o</sup> 164 au n<sup>o</sup> 210 (années 1974-75) ..... 35,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
  1. Communisme et fascisme, 158 pages ..... 8,00 F
  2. Parti et classe, 112 pages ..... 8,00 F
  4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages ..... en réimpression
  5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme, 100 pages ..... 7,00 F
  6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages ..... 4,00 F
  7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... 15,00 F

### EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages ..... 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages ..... 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages ..... 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
  1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 82 pages ..... 7,00 F
  2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... 12,00 F
  3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages ..... 12,00 F
  4. Partito e classe, 137 pages ..... 15,00 F
  5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages ..... 12,00 F
  6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages ..... 10,00 F

### EN LANGUE ALLEMANDE

1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages ..... 4,00 F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages ..... 6,00 F
3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages ..... 6,00 F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages ..... 8,00 F
5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages ..... 10,00 F

### EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
  1. The Fundamentals of Revolutionary Communism ..... 4,00 F
  2. Party and Class ..... 5,00 F

### EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
  1. Los fundamentos del comunismo revolucionario ..... 4,00 F
  2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase ..... 4,00 F
  3. Partido y clase ..... 8,00 F

### EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro ..... 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
  1. Teses características do partido: bases de adesão ..... 3,00 F
  2. Lições das contra-revoluções ..... 3,00 F
  3. Os fundamentos do comunismo revolucionario ..... 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12<sup>e</sup>  
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au  
 C.C.P. 2202-22 L. Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.